La résilience de la zone Franc à l'épreuve des critiques persistantes

The Resilience of the Franc Zone at the Proof of Persistent Criticisms

Désiré Avom et Issidor Nomba

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5466>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.5466](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5466)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Désiré Avom et Issidor Nomba, « La résilience de la zone Franc à l'épreuve des critiques persistantes », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 61 | 2019, mis en ligne le 29 janvier 2019, consulté le 18 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5466> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5466>

Ce document a été généré automatiquement le 18 mars 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La résilience de la zone Franc à l'épreuve des critiques persistantes

The Resilience of the Franc Zone at the Proof of Persistent Criticisms

Désiré Avom et Issidor Noumba

1. Introduction

- 1 Bien que l'entité zone Franc ait été formellement reconnue sur le plan international dès 1939 avec la mise en place d'une politique de change commune à tous les territoires français, c'est seulement à partir de 1945 que l'on va assister à une véritable organisation de celle-ci. En effet, le 26 décembre 1945, un communiqué du ministre français des Finances lui donna officiellement naissance. Le nom Franc CFA demeurera malgré l'évolution de la signification du sigle¹ qui sert aujourd'hui d'unité monétaire pour les deux groupements séparés en Afrique : la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)² d'une part et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)³, d'autre part. À ces deux entités, il convient d'ajouter la République des Comores qui dispose de sa Banque Centrale. Ces différentes monnaies jouissent d'une convertibilité illimitée d'abord avec le Franc français (FF), puis, depuis 1999, avec l'Euro au travers des Comptes d'Opérations où sont logés 50 % des réserves de changes des pays membres. Ces comptes ouverts dans les livres du Trésor Public français sont également assortis d'une libre transférabilité⁴. Au lendemain des indépendances, alors que les caisses d'émission britanniques et de la plupart des zones monétaires coloniales en Afrique se disloquaient progressivement, la zone Franc a survécu en tant qu'expérience unique en matière de coopération monétaire liant la France et ses anciennes colonies. De nombreuses réformes institutionnelles⁵ régulièrement mises en place, et l'aménagement de nouveaux instruments de politique monétaire ont permis progressivement de la consolider.
- 2 L'adoption de la monnaie unique européenne en 1999 a eu un impact direct sur la zone Franc. Pour la conforter, les Gouvernements africains de la zone Franc ont pu faire reconnaître par l'Europe le caractère singulier de leurs relations monétaires avec la

France, prétextant qu'il s'agissait d'un accord budgétaire dont l'impact sur les finances publiques de la France était si faible qu'il ne pouvait, par conséquent, pas remettre en cause ses engagements européens. De plus, l'accent avait été mis sur le caractère budgétaire de l'accord arguant que c'est le Trésor Public français et non la Banque Centrale Européenne qui assurait la garantie de la convertibilité des Francs CFA. Les négociations entre la France et ses partenaires européens ont finalement débouché sur un compromis assorti d'une disposition du Traité de Maastricht qui laissait la possibilité à tout État membre de l'Union européenne de signer les accords monétaires avec un État tiers, tant que ceux-ci ne perturberaient pas son fonctionnement. C'est, dans ce contexte que la France a pu maintenir ces accords. Toutefois, elle est tenue de produire régulièrement les informations sur le fonctionnement de la zone Franc (Guillaumont et Guillaumont, 2017).

- 3 La récente sortie du Vice-Président du Conseil Italien, montre que les débats que soulèvent la zone Franc sont vifs, controversés et parfois idéologiques. Alors que certains économistes aussi bien africains ou non, et décideurs publics exaltent ses vertus notamment la stabilité monétaire, la crédibilité importée du fait du rattachement à la zone Euro qui assujettit les pays membres à une discipline monétaire, d'autres en revanche, mettent en avant les effets néfastes des mécanismes du compte d'Opérations qui entraveraient le décollage économique des pays membres. Plus spécifiquement, ils considèrent qu'un développement économique harmonieux et soutenu ne peut se faire sans le contrôle d'une composante essentielle de la souveraineté qu'est la monnaie. Ils posent donc, comme préalable, la dénonciation de ces accords et leur remplacement par une autonomie monétaire nationale ou sous régionale. La discipline monétaire acquise du fait du rattachement des FCFA à une monnaie de référence forte semble, pour ces auteurs, contraindre⁶ les trois Banques Centrales de la zone Franc à mener des politiques monétaires très restrictives, déflationnistes qui se traduisent par un sous financement de la production comparativement à d'autres pays de même niveau de développement. Pourtant, concernant ce dernier aspect, il existe plusieurs autres contraintes liées à la fois à l'offre et à la demande. Par exemple, selon une note⁷ de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), alors que son taux directeur est de 3.5 %, ceux servis aux agents économiques par les banques commerciales dépassent plus de 10 %. Mais cet écart est simplement lié à la facturation et à la perception qu'ont les banques du risque lié à l'insuffisance des projets bancables et à celui de l'environnement des affaires peu favorable. Au regard de tous ces débats, on peut dire que toute réflexion sur la zone Franc semble extrêmement complexe, tant les acteurs et surtout les enjeux qui y sont liés dépassent largement la seule dimension économique et monétaire pour s'étendre à la sphère politique et géopolitique.
- 4 Pourtant, depuis au moins le 2 octobre 2015, l'on peut officiellement considérer que le débat sur l'avenir de la zone Franc est ouvert. En effet, l'ancien ministre français des Finances et des Comptes publics, Monsieur Michel Sapin, clôturant la réunion des ministres de Finances, des Gouverneurs des Banques Centrales et des présidents des Institutions Régionales à Paris, déclarait que : *« la France est entièrement ouverte à toutes les discussions. Tous les pays membres de cette zone monétaire sont libres et indépendants, ils peuvent donc demander à rediscuter les accords monétaires qui les lient à la France »*. Dans le même ordre d'idée, Guillaumont et Guillaumont (2017) soutenaient que la zone Franc peut, comme par le passé et selon la demande des États africains, évoluer à nouveau. Le Président de la République française, Emmanuel Macron adoptera la même posture

dans son discours prononcé lors de sa visite africaine au Burkina Faso en novembre 2017. Jacquemot (2018) et Strauss Khan (2018)⁸ vont dans le même sens lorsqu'ils suggèrent de penser aux réformes qui seraient bénéfiques dans un sens gagnant-gagnant pour tous les partenaires en présence. Ces différentes déclarations invitent clairement les États africains à prendre les initiatives qui pourraient faire évoluer au moins l'architecture institutionnelle de la zone Franc dans le sens de son adaptation aux évolutions contemporaines justifiées par les crises multiformes que connaissent les États membres de la zone Franc et leurs principaux partenaires économiques.

- 5 Du côté de l'Afrique, les positions semblent plus radicales aussi bien chez les politiques que les universitaires. Par exemple, l'ancien Premier ministre malien, Moussa Mara, au cours d'une émission radio le 23 juillet 2015, s'était prononcé favorablement pour une sortie prochaine de la zone Franc. Le Président de la République du Tchad Son Excellence Idriss Deby Itno, lors de la célébration du 55^e anniversaire de l'indépendance de son pays le 11 août 2015, dans des termes plus explicites et incisifs, déclarait que *le moment était venu de faire du Franc CFA une monnaie convertible et une monnaie qui permet à tous ces pays qui l'utilisent de se développer*. Du côté des universitaires, après les critiques des Camerounais Osendé Afana (1977), Tchundjang Pouemi (1980), Bekolo-Ebe (1986), Monga et Tchatchouang (1996), le relais de la contestation dure est assuré par l'économiste togolais Kako Nubukpo (2016).
- 6 Sur le plan des faits économiques, la géographie des échanges commerciaux a considérablement évolué depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et impose aux pays de la zone Franc des adaptations multidimensionnelles. En effet, bien que l'Europe demeure toujours le principal partenaire des pays de la zone Franc, la montée en puissance de nouveaux partenaires comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Nigéria, la Turquie, etc., érode progressivement ses parts de marché et milite par conséquent pour une évolution de la zone Franc. De plus, une classe moyenne africaine instruite aspire légitimement à la satisfaction des besoins de consommation supérieurs et se montre plus sensible à l'amélioration et la densification de l'offre politique susceptible d'y répondre.
- 7 Il ressort de ce qui précède que de nombreuses questions autour de la zone Franc quant à son fonctionnement et son avenir restent pertinentes. Mais, la réponse à ces questions doit s'appuyer sur une analyse objective rigoureuse qui peut déboucher sur des propositions susceptibles de garantir ses acquis tout en suggérant des politiques pertinentes pour accélérer le développement économique des États membres.
- 8 Après cette introduction, le reste de l'article est organisé autour de quatre sections additionnelles. La section 2 propose un bref rappel des mécanismes de fonctionnement et les évolutions de la zone Franc. La section 3 présente des différents points du débat. La section 4 expose les différents scénarii envisageables dans le futur. La section 5 conclut la réflexion.

2. Mécanismes de fonctionnement et évolutions de la zone Franc

- 9 La coopération monétaire de la zone Franc repose sur des principes fondateurs qu'il convient de rappeler rapidement avant d'en indiquer les principales évolutions enregistrées au cours du temps.

2.1 Mécanismes de fonctionnement de la zone Franc

- 10 Quatre principes énoncés dès 1939, continuent de fonder les mécanismes de fonctionnement de la zone Franc aujourd'hui. Il s'agit de : (i) la liberté des transferts ; (ii) la convertibilité illimitée des monnaies sur la base d'une parité fixe, mais ajustable ; (iii) la garantie illimitée qu'apporte le Trésor français aux monnaies émises par les trois Banques Centrales africaines ; (iv) la centralisation des réserves de changes des pays membres.

2.1.1 Liberté des transferts entre les pays membres de la zone Franc

- 11 Selon ce principe, il est garanti une liberté totale des transferts de fonds entre les pays africains de la Zone Franc (PAZF) et la France. La principale implication de cette garantie est l'application par les États membres d'une réglementation des changes, sinon identique, du moins harmonisée avec celle de la France. Cette liberté de transfert des fonds signifie que tous les opérateurs économiques faisant des affaires en zone Franc peuvent transférer ou rapatrier sans limites tous les bénéfices qui en découlent. Cette disposition apparaît, pour de nombreux observateurs, discutable pour au moins deux raisons. En premier lieu, elle semble encourager le développement des activités qui ne contribuent pas à des mutations structurelles des PAZF. En second lieu, elle est une source potentielle de fuite et d'évasion des capitaux en raison du faible approfondissement des marchés financiers. De même, le risque pays est très élevé pour la plupart des PAZF dont les indicateurs de la gouvernance restent parmi les plus faibles dans les différents classements internationaux (cf. graphiques présentés en annexe portant sur les pays de la CEMAC). Toutefois, il convient de relever que cette situation n'est vraiment pas une spécificité de la zone Franc. De manière générale, les investisseurs étrangers ne peuvent venir dans un pays que s'ils ont la garantie que les bénéfices générés par leurs activités seront rapatriés. D'ailleurs, empêcher le rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères ne relève pas toujours de la politique monétaire, encore moins celle de change, mais davantage de la politique budgétaire des États. Dans cette perspective, les États peuvent décider de taxer les bénéfices non réinvestis dans le but de limiter la fuite ou la sortie des capitaux. De plus, il existe une réglementation des changes qui permet de contrôler tous les transferts sortants.

2.1.2 Garantie illimitée de la convertibilité des monnaies

- 12 Ce principe implique une double garantie. Premièrement, la convertibilité des monnaies émises par les instituts d'émission des PAZF est garantie par le Trésor français. Celle des Francs CFA en Euro est libre, avec une parité fixe de 1 euro pour 655,957 Francs CFA. Secondairement, la conversion en Euro de tous les Francs CFA détenus par les résidents des pays de la zone est illimitée. Mais, du fait de la conjoncture, des restrictions temporaires peuvent être imposées. Ce contrôle a l'avantage de renforcer la discipline des autorités monétaires africaines qui, autrement, pourraient être tentées d'utiliser la planche à billets pour financer les activités à la rentabilité incertaine conduisant à des dérapages inflationnistes.

2.1.3 Garantie illimitée des monnaies

- 13 Les monnaies émises par les Banques Centrales africaines bénéficient d'une garantie illimitée par le Trésor français. Le fait de ne pas restreindre cette garantie permet à la France de participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique monétaire conduite par les pays membres, à travers une présence des représentants français dans les différents Conseils d'Administration des Banques Centrales. Bien que devenue minoritaire et discrète, cette présence française demeure contestée pour l'influence que la France peut exercer dans la prise de décision notamment du fait du principe d'unanimité requise dans la prise de décision instaurée dans la zone CEMAC par les accords de 2007. Même si, dans les faits, et en matière de politique monétaire, les décisions sont prises à la majorité et la voix du Gouverneur est prépondérante.

2.1.4 Centralisation des réserves de changes

- 14 Sur la base de ce principe, les pays membres de la zone Franc sont tenus de déposer 50 % de leurs réserves de changes dans les livres ouverts auprès du Trésor français, notamment au Service de Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SCBMC – MINEFI).
- 15 La libre convertibilité des Francs CFA est assurée par ce Compte d'Opérations dont le solde peut être débiteur. En effet, les Banques Centrales africaines disposent d'un droit de tirage illimité en cas d'épuisement de leurs réserves en devises. Autrement dit, c'est en contrepartie du droit de tirage illimité qu'elles doivent déposer une quote-part de leurs réserves extérieures sur ce compte. Ce sont également ces dépôts qui permettent au Trésor français d'assurer une garantie illimitée aux monnaies émises par les Banques Centrales de la zone Franc et d'éviter les crises des paiements auxquelles ces pays pourraient être exposés et qui induiraient une modification du taux de change.
- 16 Les réserves centralisées dans le Compte d'Opérations par les Banques Centrales africaines sont, d'après les statuts, rémunérées au taux de la facilité de prêt marginal de la Banque Centrale Européenne qui s'élève à 0,25 % en 2016. Le solde créditeur du Compte Spécial de nivellement prévu dans l'Article 6 (3) de la convention de Compte d'Opérations de la BEAC (2007), est aussi rémunéré, mais au taux des opérations principales de refinancement de la Banque Centrale Européenne. Si ces mécanismes n'ont pas été fondamentalement modifiés, des évolutions ont toutefois été enregistrées, dont il convient d'en faire l'économie.

2.2 Principales évolutions de la zone Franc

- 17 L'histoire de la zone Franc est marquée par de nombreuses évolutions que l'on peut classer en deux principaux types : mineures et majeures.

2.2.1 Évolutions mineures

- 18 Elles concernent d'une part, les ajustements du taux de change intervenus avant l'accession des pays africains à la souveraineté internationale et, d'autre part, les accords de coopération conclus après.
- 19 Le premier ajustement du taux de change intervient en décembre 1945 lorsque la France crée le Franc CFA (franc des colonies françaises d'Afrique) et le franc CFP (franc

des colonies françaises du pacifique). La valeur du FCFA est alors fixée à 1,7 franc français (FF). Le deuxième ajustement intervient lorsque cette valeur est portée à 2 FF en décembre 1948 avant de chuter à 0,02 FF suite à la création du nouveau franc en décembre 1958. Ce dernier changement de parité a consécutivement induit une forte dévaluation du FCFA.

- 20 La deuxième évolution mineure survient lorsque les PAZF accèdent à la reconnaissance internationale. Elle se traduit par la conclusion entre eux d'une part, et avec la France d'autre part, des conventions de coopération monétaire. Les caisses d'émission créées en 1955 pour l'Afrique Occidentale Française (AOF) et l'Afrique Équatoriale Française (AEF) sont remplacées, la première par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et, la seconde, par la Banque Centrale des États de l'Afrique Équatoriale et du Cameroun (BCEAEC). Mais, c'est à partir de 1972 que la zone amorce des évolutions qu'on peut qualifier de majeures.

2.2.2 Évolutions majeures

- 21 Ces évolutions se traduisent par une réduction progressive de l'emprise de la Française sur le fonctionnement de la zone Franc au travers de la politique monétaire et du système financier des PAZF. Qualifié dans la littérature d'« africanisation⁹ », le processus sera lancé au début des années 1970. Plus précisément, en 1972, la BCEAEC devient la BEAC et de nouveaux accords de coopération monétaire sont conclus avec la France, alors que les statuts et les règles de fonctionnement de la BCEAO sont révisés en 1973. Les sièges seront immédiatement transférés de Paris respectivement à Yaoundé pour la BEAC et Dakar pour la BCEAO, suivi du remplacement de certains cadres français par les nationaux. On assiste alors à une réduction numériquement des cadres français qui sont remplacés par un mécanisme d'assistance technique. La géographie de la zone Franc va connaître également des évolutions majeures avec l'adhésion de la Guinée Équatoriale à l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) en 1985 et celle de la Guinée-Bissau à la zone UEMOA en 1997, après la sortie en 1963 et du retour en 1967 du Mali. Dans la même foulée, le Togo rejoint l'UMOA en 1963.
- 22 Face à la forte dégradation des conditions macroéconomiques observées au milieu des années 80, les autorités seront contraintes de consentir à une dévaluation de 50 % des Francs CFA pour les pays de la CEMAC et de l'UEMOA et de 33 % pour le Franc Comorien en janvier 1994. Les effets de cet ajustement monétaire historique ne font toujours pas l'unanimité dans la littérature vingt-cinq ans après. Par exemple, Hugon (1999) estime que cette dévaluation a produit les effets attendus (*amélioration du compte d'opérations, de la balance courante et des finances publiques, maîtrise de l'inflation...*). De même, les données disponibles sur le site de la BEAC et même de la Banque Mondiale (BM) ou du Fonds Monétaire International (FMI) indiquent une amélioration des grands équilibres macroéconomiques après la dévaluation. Mais cette amélioration a été aussi rendue possible grâce à un fort soutien financier, des remises de dettes consenties par les partenaires au développement et à une évolution favorable des prix des matières premières observée immédiatement après l'ajustement monétaire. D'ailleurs, la CEMAC (2017, P. 9) relève, certes plusieurs années après la dévaluation, que le solde du compte courant (hors transferts publics) s'est détérioré, et les réserves extérieures nettes ont baissé drastiquement dans les États membres de la zone Franc entre 2013 et 2017.
- 23 On peut souligner à ce niveau que la littérature empirique consacrée à l'étude des effets de la dévaluation n'a pas permis, à notre connaissance, de déceler l'une des multiples

formes de la courbe en j qui apparaît immédiatement après la dévaluation suivie quelques mois après d'un redressement.

- 24 Du fait de la structure de leurs économies hyperspécialisées et pour tenter de contenir les effets néfastes de la dévaluation, les autorités de la zone Franc ont relancé le processus d'intégration régionale qui était resté en veilleuse pendant plusieurs années, du fait de la crise des années 1980 qui a privé les institutions communautaires des financements nécessaires pour leur fonctionnement. C'est ainsi que la CEMAC et l'UEMOA sont créées en 1994.
- 25 Avec le rattachement du CFA à l'Euro en 1999, d'autres évolutions majeures vont intervenir dans les mécanismes de fonctionnement des deux Unions monétaires. En effet, s'ils ne sont pas formellement tenus de respecter les critères du Pacte de stabilité et de croissance en vigueur en Europe, ils sont contraints, pour des raisons de soutenabilité, de s'en approcher de manière permanente. Ces évolutions sont particulièrement significatives en zone CEMAC où, une nouvelle convention de Compte d'Opérations avec la France est signée en 2007 et la Convention de l'UMAC associée au traité de la CEMAC signée et adoptée en 2008.
- 26 En vertu de l'article premier de la Convention du Compte d'Opérations du 05 janvier 2007 signée entre la France et l'UMAC, le solde créditeur du Compte d'Opérations est désormais plafonné à 50 % des avoirs extérieurs que la BEAC est tenue d'y verser. *Au-delà de ce seuil, les avoirs excédentaires de la BEAC sont logés dans un compte distinct, dénommé Compte Spécial de Nivellement* également ouvert dans les livres du SCBCM – MINEFI. Le Compte Spécial de Nivellement (CSN) ne peut être débiteur. De plus, les nouveaux statuts instaurent le principe d'unanimité dans la prise des décisions au sein du Conseil d'Administration de la BEAC, dont deux des quatorze membres sont de nationalité française (cf. Article 29 des statuts de cette institution multinationale). Malgré, ces évolutions, les accords de coopération de la zone Franc continuent de susciter de nombreuses controverses dont nous rappelons sans prétendre à l'exhaustivité quelques-unes, dans la section suivante.

3. Controverses autour de la coopération monétaire

- 27 Guillaumont et Guillaumont (2017) affirment que plusieurs analystes africains remettent la zone Franc en cause du fait principalement de son origine coloniale. Pourtant, sans être suffisamment exhaustifs, deux arguments soutenables et objectifs peuvent être mobilisés pour justifier la pertinence de la controverse. Premièrement, ses mécanismes de fonctionnement sont asymétriques. Deuxièmement, son bilan est contrasté et discuté.

3.1 Asymétrie du fonctionnement

- 28 Deux arguments peuvent être retenus pour justifier le caractère asymétrique du fonctionnement de la zone Franc. (i) Les accords monétaires concernent des pays au niveau de développement hétérogènes. (ii) Ces accords leur imposent une politique monétaire restrictive.
- 29 Par rapport au premier aspect, la similarité des économies en présence est souvent considérée comme préalable à la réussite de la constitution d'une union monétaire. À

cet effet, les travaux de Mundell (1961) sur les zones monétaires optimales définissent plusieurs critères dits de convergence que les pays concernés doivent remplir. Parmi ces critères, il y a l'identité des chocs. En effet, une union monétaire ne permet pas de faire face à des chocs asymétriques par des ajustements de taux de change. Or, les pays de la zone Franc sont régulièrement exposés à des chocs asymétriques dans leur ampleur, du fait de leur inégale dépendance aux matières premières. De plus, la présence de la France qui participe à l'union monétaire européenne renforce le caractère asymétrique du fonctionnement de la zone Franc. De même, la domiciliation des réserves de changes dans le Compte d'Opérations est aussi mise en exergue comme un facteur d'asymétrie. À ce sujet, Diarra (1972) affirme, par exemple, que *la garantie monétaire implique pour ces États [africains] la renonciation à un moyen d'action essentiel, mieux, à un pouvoir souverain, celui d'organiser et d'orienter, comme ils l'entendent, leur économie en fonction de leurs seuls besoins et de se doter des structures qui leur permettraient, en particulier, de se protéger contre les conséquences des fluctuations et des déséquilibres survenant chez les autres.*

- 30 En ce qui concerne la rigueur des mécanismes de fonctionnement de la zone Franc, les accords de coopération monétaire prévoient que, lorsque les Comptes d'Opérations sont créditeurs, la France peut en disposer en toute liberté. En revanche, lorsqu'ils sont débiteurs, les intérêts sont perçus par la France. Pour plusieurs économistes et analystes, cette contrainte est très forte car, le Compte d'Opérations enregistre et conserve des ressources oisives alors que les besoins de développement sont importants. Mais cette critique semble excessive dans la mesure où une partie de ces réserves est versée aux États membres qui les utilisent pour financer leurs importations.¹⁰ Par ailleurs, de nombreux pays ne déclarent pas l'intégralité des recettes d'exportations pour en disposer à des fins de souveraineté.
- 31 C'est à partir de la rigueur des mécanismes de fonctionnement de la zone Franc que Tchundjang Pouémi (1980), par exemple, a pu émettre la thèse de *la répression monétaire de l'Afrique*, sur laquelle Bekolo-Ebe (1986) se fondera pour relever que la création monétaire dans les PAZF repose sur la théorie quantitative et l'orthodoxie de la couverture totale. Selon lui, *la rigueur avec laquelle l'équilibre est recherché au niveau des opérations sur devises va [...] de pair avec une rigueur comparable au niveau des opérations de crédit.* C'est également le point de vue de Tinel (2016) qui soutient que la poursuite de la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire des PAZF ne favorise pas toujours la promotion du développement de ces pays.
- 32 Certes, les soldes des Comptes d'Opérations peuvent être débiteurs. Mais, en cas de difficultés de la balance des paiements observées sur une période relativement longue, les PAZF sont soumis à des mesures d'ajustements pour garantir le retour à l'équilibre et en assurer sa stabilité. Lorsqu'ils sont créditeurs, un intérêt leur est servi par la France (Gueye Fam, 2017). Toutefois, *l'avantage que représente pour le Trésor français l'existence des soldes créditeurs aux Comptes d'Opérations est réel, car ils sont l'une des ressources qu'utilise le Trésor français pour financer la charge qui résulte pour lui des découverts d'exécution des lois de finances et de l'amortissement de la dette publique.*¹¹
- 33 La présence française dans les instances dirigeantes des Banques Centrales africaines, bien que justifiée et réduite, est généralement interprétée par de nombreux observateurs comme un moyen de contrôler les orientations de la politique monétaire. En effet, l'article 43 des statuts de la BEAC stipule à cet effet que : *le Comité de politique monétaire délibère valablement en présence d'au moins un ressortissant de chaque État (y*

compris évidemment le représentant de l'État français). Dans cette perspective, Devarajan et De Melo (1987), s'interrogent sur la nature particulière de la zone Franc avant de relever qu'elle pourrait gêner ses membres dans l'ajustement de leurs économies à des changements brutaux des grands déséquilibres.

- 34 De même, Jacquemot (2018), semble aller plus loin lorsqu'il énonce que le FCFA profite d'abord aux élites rentières et qu'il faille concevoir et mettre en œuvre des mécanismes qui doivent permettre de mieux financer les économies et contribuer à réduire les facteurs d'inégalité et de pauvreté.
- 35 Comme on peut le constater, les mécanismes de fonctionnement de la zone Franc suscitent la controverse notamment parce que les contraintes de cet espace monétaire pèsent fortement sur les PAZF. Bien plus, son bilan est également discuté.

3.2 Bilan comparatif peu favorable

- 36 Plusieurs indicateurs peuvent être mobilisés pour mesurer et apprécier les performances des PAZF en les comparant à celles des pays hors zone Franc. Du fait de l'indisponibilité des données, nous limiterons à quelques indicateurs, dont la croissance, l'inflation, l'Indice de Développement Humain (IDH) et la gouvernance (contrôle de la corruption).
- 37 De nombreux travaux empiriques ont été consacrés à la problématique des performances macroéconomiques en relation avec les régimes de change. Par exemple, Gosh *et al.* (1996), à partir des données collectées sur tous les pays membres du FMI sur la période 1960–1990, montrent que l'inflation serait plus faible dans les pays à régime de changes fixes que dans les pays à régime de changes flexibles¹², alors qu'inversement, la croissance économique semble plus faible dans les premiers pays que dans les seconds. En revanche, Quirk (1996), dans sa revue des études empiriques portant sur les pays industrialisés et en développement, conclut que le régime de changes ne cause toujours pas l'inflation. La méthode généralement utilisée dans ces études est la comparaison des courbes montrant l'évolution de l'inflation et un indicateur de la variabilité des taux de change.
- 38 Mais, Toulaboe et Terry (2013) montrent dans leur étude sur les pays en développement que : (i) le taux d'inflation serait, sans ambiguïté, positivement lié aux variations du niveau de taux de dépréciation réelle, quel que soit le régime de changes ; (ii) la réaction de l'inflation face aux variations du niveau du taux de change réel est plus rapide en régime de changes flexibles qu'en régime de changes fixes. En d'autres termes, le régime de changes flexibles serait plus inflationniste que le régime fixe.
- 39 Camara (2015), à partir des données collectées sur un échantillon de pays de l'Afrique subsaharienne, et utilisant des statistiques descriptives et l'analyse économétrique, montre que, en ce qui concerne l'inflation, les PAZF enregistrent les meilleures performances que ceux hors zone Franc. À l'intérieur de la zone Franc, les pays de la CEMAC sont moins performants que ceux de l'UEMOA. Ces derniers ayant des économies plus diversifiées peuvent, comparativement aux économies de la CEMAC faire face aux chocs exogènes liés notamment à la baisse des cours des matières premières dont dépendent très fortement les pays de la CEMAC. Toutefois, les performances en termes de croissance économique sont plus faibles dans les PAZF que dans ceux hors zone Franc. Guillaumont et Guillaumont (2017)¹³ soutiennent que le bilan de la coopération monétaire entre la France et les pays africains est satisfaisant

au regard des taux de croissance relativement dynamiques enregistrés dans ces derniers pays. Cependant, les données qui ressortent du tableau 1 ci-dessous permettent de relativiser ce point de vue par rapport à la croissance économique.

Tableau 1. Évolution des taux de croissance réelle (%)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Sous-Régions/pays									
UEMOA	3,0 (1,72)	5,2 (2,30)	3,4 (3,58)	5,2 (4,40)	5,3 (2,14)	5,6 (2,26)	5,4 (1,87)	5,7 (1,17)	5,9 (0,99)
Bénin	2,3	2,1	3,0	4,8	7,2	6,4	2,1	4,0	5,6
Burkina Faso	3,0	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	5,9	6,7
Côte d'Ivoire	3,3	2,0	-4,2	10,1	9,3	8,8	8,8	8,2	7,6
Guinée – Bissau	3,3	4,7	8,1	-1,7	3,3	1,0	6,1	5,8	5,9
Mali	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3	7,0	6,0	5,4	5,4
Niger	-0,7	8,4	2,3	11,8	5,3	7,5	4,3	4,9	4,9
Sénégal	2,4	4,2	1,8	4,4	3,5	4,3	6,5	6,6	6,8
Togo	5,5	6,1	6,4	6,5	6,1	5,9	5,7	5,1	4,4
CEMAC	1,8 (3,17)	4,7 (7,91)	5,3 (1,95)	5,7 (1,09)	-5,2 (16,1)	3,6 (2,57)	1,9 (5,51)	-0,4 (5,23)	0,3 (2,93)
Cameroon	2,2	3,4	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5	3,1
Congo	7,5	8,7	3,4	3,8	3,3	6,8	2,6	-2,8	-3,4
Gabon	0,1	7,1	7,1	5,2	5,6	4,3	3,9	2,9	0,3
Guinée Équatoriale	1,3	-8,9	6,5	8,3	-4,1	0,4	-9,1	-8,6	-2,5
République Centrafricaine	1,7	3,0	3,3	4,0	-36,7	1,0	4,8	4,5	4,0
Tchad	- 2,0	15,0	7,6	8,4	- 4,6	3,4	3,8	- 2,7	0,1
Afrique	3,3	5,8	2,9	7,3	3,6	3,7	3,4	2,3	3,7

Source : Les auteurs, à partir des données fournies par la BafD (2018). Les données de l'UEMOA et de la CEMAC sont des moyennes arithmétiques simples, calculées par les auteurs. Les chiffres entre parenthèses représentent les écarts-types.

- 40 Il ressort du tableau 1 que, d'une manière générale, les taux de croissance réels enregistrés en zone UEMOA ont été supérieurs à la moyenne africaine sur la période retenue. Mais on relève également que les performances des pays de la CEMAC se situent en deçà de la moyenne africaine et de celle des pays de l'UEMOA. Cette hétérogénéité semble moins significative dans l'UEMOA où, en moyenne, les écarts-types sont plus faibles par rapport à la moyenne, que dans la CEMAC.
- 41 Les graphiques ci-dessous mettent en exergue une relative hétérogénéité des trajectoires de la croissance de chaque pays étudié, ainsi que la tendance à leur convergence.

Source : les auteurs, à partir de WDI (2018)

Source : IDEM.

- 42 La République centrafricaine a connu une instabilité politique profonde en 2013, ce qui expliquerait le point aberrant qui apparaît sur la courbe d'évolution de son taux de croissance. Le tableau qui suit présente les résultats en matière d'inflation. Il ressort qu'en moyenne, les pays de l'UEMOA et ceux de la CEMAC enregistrent des performances inférieures à la moyenne africaine. De plus, les données du tableau 2

révèlent la même hétérogénéité que celle signalée par rapport au taux de croissance réel.

Tableau 2. Évolution du taux d'inflation (%)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Sous-Régions/pays									
UEMOA	0,2 (2,16)	1,7 (0,64)	3,6 (0,83)	2,6 (2,27)	1,0 (1,14)	-0,3 (0,99)	0,9 (0,77)	0,5 (1,29)	1,0 (1,05)
Bénin	0,4	2,1	2,7	6,7	1,0	- 1,1	0,3	- 0,9	0,1
Burkina Faso	- 0,6	2,8	3,8	0,5	- 0,3	1,0	- 0,4	2,1	N.D
Côte d'Ivoire	0,2	2,0	4,9	1,3	2,6	0,4	1,2	0,7	0,7
Guinée – Bissau	- 2,8	2,2	4,8	2,3	1,2	- 1,5	1,4	1,7	1,4
Mali	2,4	1,2	3,0	5,3	- 0,6	0,9	1,5	- 1,8	1,8
Niger	0,5	0,9	2,9	0,5	2,3	- 0,9	1,0	0,2	2,4
Sénégal	- 2,2	1,2	3,4	1,4	0,7	- 1,1	0,1	0,8	1,3
Togo	3,7	1,5	3,6	2,6	1,8	0,2	1,8	0,9	- 0,7
CEMAC	5,0 (2,91)	1,2 (2,19)	2,9 (2,21)	4,7 (2,08)	3,2 (2,12)	3,9 (4,11)	2,7 (1,62)	1,6 (2,62)	1,1 (1,79)
Cameroun	3,0	1,3	2,9	2,4	2,1	1,9	2,7	0,9	0,6
Congo	5,8	0,3	2,1	6,1	6,0	- 0,1	2,7	3,6	- 0,6
Gabon	1,9	1,4	1,3	2,7	0,5	4,5	- 0,3	2,1	2,7
Guinée Équatoriale	5,5	4,7	7,3	3,6	3,6	3,6	2,7	1,4	1,1
République Centrafricaine	3,6	1,5	1,8	5,9	6,6	11,6	4,5	4,6	3,7
Tchad	10,1	- 2,1	2,0	7,5	0,2	1,7	3,7	- 3,1	- 0,8
Afrique	10,8	8,6	6,1	9,1	9,2	6,7	7,0	7,4	10,1

Source : IDEM

- 43 Les performances en matière d'inflation sont, en moyenne, meilleures dans les pays de l'UEMOA et de la CEMAC que la moyenne africaine. Ce résultat confirme ceux généralement trouvés dans la littérature. Mais encore une fois, les pays de l'UEMOA présentent de meilleures performances que celles enregistrées dans la CEMAC. Le tableau suivant compare quelques indicateurs de performance de deux PAZF à celles des deux pays hors zone Franc.

Tableau 3. Performances comparées PAZF – pays hors Zone Franc

Années	Taux de Croissance réel				Inflation				IDH*				Classement mondial indicateur "contrôle de la Corruption"			
	CIV	CMR	NGA	ZAR	CIV	CMR	NGA	ZAR	CIV	CMR	NGA	ZAR	CIV	CMR	NGA	ZAR
2010	2,0	3,4	7,8	7,1	0,2	3,0	12,5	29,0	0,40	0,48	0,45	0,28	11,4	14,3	15,2	2,4
2012	10,1	4,5	4,3	7,1	4,9	2,9	10,8	12,6	n.d	n.d	n.d	n.d	21,8	8,0	10,9	6,3
2014	8,8	5,9	6,3	9,5	2,6	2,1	8,5	1,3	0,46	0,51	0,51	0,43	42,3	10,6	8,2	7,2
2016	8,2	4,5	-1,5	1,7	1,2	2,7	9,0	1,3	0,47	0,52	0,53	0,43	33,6	11,0	13,5	7,7

Source : Les auteurs, à partir des données fournies par la BaFD (2018) et PNUD (2016).

* La dernière ligne de cette colonne porte sur l'année 2015.

- 44 Le tableau 3 ci-dessus montre que la République Démocratique du Congo (RDC, ZAR dans le tableau), pays ayant une autonomie monétaire¹⁴, a enregistré de bonnes performances par rapport à l'inflation entre 2010 et 2016. Les efforts de maîtrise de l'inflation ont donné des résultats meilleurs que ceux fournis par le Cameroun en 2014 et 2016. Il convient de relever également qu'au cours de ces quatre années, la tendance a été à l'amélioration de la position de ce pays dans le classement mondial par rapport à

l'indicateur de la gouvernance "contrôle de la corruption". Cet exemple semble indiquer qu'un pays africain peut améliorer ses performances macroéconomiques et sociales sans nécessairement appartenir à une union monétaire.

- 45 Au-delà de ce bilan assez mitigé, il convient de prospecter les scénarios d'évolution envisageables pour l'avenir de la zone Franc.

4. Perspectives d'avenir

- 46 Ndongo Samba (2016) soutient, à partir notamment de la théorie de "l'institutionnalisme monétaire" et de quelques faits stylisés, que les pays africains doivent dénoncer l'accord de coopération monétaire de la zone Franc. Toutefois, il est très difficile d'envisager un seul scénario d'évolution future qui puisse faire l'unanimité aussi bien dans la communauté scientifique que chez les politiques. Quoi qu'il en soit, même en se situant dans la perspective de la rupture, Kouunkou (2008) relève toutefois que, *s'il est important pour les Africains de disposer de leur propre monnaie pour asseoir la coupure du cordon ombilical avec la France, cette quête d'identité monétaire ne saurait faire l'économie d'un travail de fond : juridique, politique, économique et sociologique.*

- 47 En fait, les positions adoptées par Guillaumont (2013), Guillaumont et Guillaumont (2013 et 2017), vont clairement dans le sens du maintien des accords de coopération monétaire entre la France et les PAZF. Pourtant, des arguments en faveur de son aménagement sont nombreux et pertinents. La mutation de la zone Franc apparaît, au regard des évolutions de l'économie mondiale et celle des pays membres, un processus irréversible. La zone Franc, avec ses mécanismes de fonctionnement actuels, est difficilement tenable dans le moyen et le long terme. Si une telle évolution est retardée, les conséquences pourraient être importantes pour les économies de la Zone et ses populations. Aucun des scénarii envisagés dans la littérature comme évolution possible n'est parfait et ne saurait conduire nécessairement au développement des pays membres. Ce nécessaire *aggiornamento* peut prendre plusieurs trajectoires susceptibles d'être initiées dans le court ou le moyen terme d'une part, et, dans le long terme¹⁵ d'autre part.

4.1 Évolution à court et moyen termes

- 48 À court et à moyen terme, c'est-à-dire dans une échéance de 2 à 7 ans, trois réformes peuvent être mises en œuvre sans remettre fondamentalement en cause l'architecture actuelle de la coopération monétaire. On adopterait ainsi une stratégie de négociation d'un partenariat gagnant avec la France, l'objectif étant de faire de la zone Franc un espace où se déroule un jeu à somme non nulle et positive. Ces réformes porteraient, par exemple, sur la révision du régime de change, l'amélioration de la qualité de la gouvernance des Banques Centrales et le réaménagement de la convention des Comptes d'Opérations.

4.1.1 Révision du régime de change

- 49 Rappelons que le Franc CFA est lié à l'euro par une parité fixe. Cette parité fixe garantie par le Trésor français, peut être questionnée aujourd'hui dans la mesure où l'euro est

relié aux autres monnaies, au dollar américain notamment, par des taux de change flexibles.

- 50 Par opposition au système de parité fixe actuel, envisager une dose de flexibilité serait une option souhaitable et soutenable pour faciliter les ajustements en cas de chocs. Un tel régime pourrait faciliter les ajustements nécessaires en prenant régulièrement en considération les évolutions dans la géographie du commerce international. Il soumet l'évolution du taux de change aux mécanismes de marché avec, bien sûr, le risque de sanction immédiate en cas de gestion monétaire laxiste. Guillaumont et Guillaumont (2017) soutiennent que le régime des changes flexibles qui fonctionne dans la Zone euro serait *irréaliste* pour les Unions monétaires africaines. Pourtant, les Banques Centrales africaines sont de plus en plus autonomes des pouvoirs politiques ; ce qui est de nature à limiter les éventuels dérapages. Notons aussi que des pays limitrophes de la zone Franc ayant opté pour une souveraineté monétaire et un régime des changes flottants (Ghana, Gambie, Nigéria, République Démocratique du Congo, etc.) ont enregistré des performances macroéconomiques comparables et même supérieures à celles des PAZF sur certains indicateurs.
- 51 La flexibilité peut également être envisagée, par exemple, en indexant le rapport Euro/Franc CFA au taux de change entre l'euro et le dollar américain. Ainsi, les Francs CFA suivraient automatiquement les variations de l'euro par rapport au dollar. Il convient de relever que, cet arrimage comporte une limite importante. En effet, les variations de l'euro par rapport au dollar américain ne dépendent pas nécessairement de la conjoncture ou de la structure des économies des PAZF. En outre, la dépréciation des Francs CFA à travers celle de l'euro par rapport au dollar n'est pas nécessairement le gage d'une plus grande compétitivité des exportations africaines composées essentiellement des matières premières brutes.
- 52 L'arrimage du FCFA à un panier de monnaies que suggèrent de nombreux auteurs depuis plusieurs années, notamment Kako Nubukpo (2016) et Jacquemot (2018), ainsi que d'autres défenseurs de la flexibilité se présenteraient comme la voie la plus prometteuse. Le panier en question serait déterminé en fonction de la structure du commerce extérieur des pays africains, y compris les échanges avec le Nigéria et même le Ghana. Cette option a l'avantage que toutes les monnaies constituant le panier peuvent ne pas fluctuer dans le même sens et au même moment. Les variations des monnaies constituant le panier peuvent, si elles ne sont pas fortes, se compenser et assurer la stabilité du taux de change autour de son trend de long terme. Le rattachement des francs CFA à un panier de monnaies dont l'euro se justifie également par la structure géographique des échanges extérieurs des pays africains qui s'est sensiblement modifiée avec l'émergence de nouvelles puissances. La difficulté de sa mise en œuvre est liée à la définition de la pondération des monnaies dans le panier, qui pourrait régulièrement évoluer en fonction de celle de la structure économique des principaux partenaires.

4.1.2 Amélioration de la gouvernance des Banques Centrales

- 53 Des évolutions sont toujours possibles malgré les avancées observées avec les différentes réformes engagées depuis le début des années 1990. La participation de la France dans les instances de gouvernance des Banques Centrales africaines est

diversement appréciée. Certains y voient un rôle stabilisateur, alors que d'autres la perçoivent comme une ingérence, dans la gestion souveraine de la monnaie.

- 54 Dans ce sens, il s'agira d'harmoniser les statuts et les conventions des Comptes d'Opérations de la BEAC et de la BCEAO et poursuivre les réformes institutionnelles visant à réduire davantage l'influence de la France dans la prise de décisions en matière de politique monétaire. Une telle évolution participerait à l'atténuation des critiques sur l'ingérence qu'exercerait la France sur ses anciennes colonies et retarderait leur développement. En outre, les dirigeants africains ne s'appuieront plus sur le prétexte de la domination française pour justifier leur laxisme et leur incapacité à impulser véritablement le développement de leurs pays à travers la définition et la mise en œuvre des politiques volontaristes, cohérentes et réalistes.

4.1.3 Relecture des conventions de Comptes d'Opérations

- 55 Pour tenir compte des grandes mutations de l'économie internationale, des besoins de développement des pays de la zone Franc, surtout de leur forte dépendance vis-à-vis des ressources naturelles et des fortes fluctuations des prix qui impactent sur le niveau des réserves de changes, il est souhaitable de continuer le processus de diminution du taux des réserves à déposer sur les Comptes d'Opérations et d'envisager durablement une transformation structurelle. Au départ, ce taux était fixé à 100 %, avant de se stabiliser aujourd'hui de 50 %. On pourrait continuer à faire baisser ce taux à 30 %, voire 20 %. D'ailleurs, en visite à Dakar, l'ancien Président français, François Hollande, relevait déjà que ce taux était anormalement élevé et estimait que ces réserves oisives pouvaient être mobilisées pour financer les projets de développement.
- 56 Guillaumont et Guillaumont (2017) semblent aller plus loin sur le sujet, car ils ne trouvent aucun inconvénient à ce qu'on supprime l'obligation pour les États africains de déposer 50 % de leurs réserves de changes dans les Comptes d'Opérations. Dans cette perspective, toutes les réserves de changes des pays africains seraient transférées dans les Banques Centrales africaines, ou logées dans les zones géographiques à forte potentialité commerciale avec les PAZF. Ces évolutions à court et à moyen terme prépareraient le passage à des réformes en profondeur et plus audacieuses sur le long terme.

4.2 Évolutions envisageables à long terme

- 57 À long terme, c'est-à-dire à l'horizon 2040, par exemple, deux scénarii peuvent être envisagés tous fondés sur l'hypothèse d'une dénonciation de l'Accord monétaire par l'une des parties signataires¹⁶. La rupture peut se justifier objectivement par au moins deux éléments. Premièrement, bien qu'à l'observation, le rattachement à l'euro s'apparente à celui d'un panier de devises composé de monnaies des pays européens, le Franc CFA a perdu sa référence juridico-contractuelle originelle, le FF. Une question essentielle que l'on peut poser ici est celle de savoir si, sur un plan purement juridique, le rattachement du Franc CFA à l'euro était légal. Deuxièmement, les Francs CFA de la zone Franc continentale ont certes une même parité entre elles et avec l'Euro, leur valeur réelle diffère, le FCFA de l'UEMOA étant plus prisé pour les échanges (achats de pagnes, voitures et autres produits en Afrique de l'Ouest), ce qui amène les spéculateurs à augmenter son prix. Pourtant, dans les circuits bancaires traditionnels, ces monnaies sont similaires.

- 58 La rupture envisagée peut être engagée individuellement par chaque État membre, ou collectivement au niveau de chaque sous-région.

4.2.1 Stratégie de souveraineté monétaire

- 59 Ce scénario consiste à la création des monnaies africaines émises par les Banques Centrales Nationales. Les exemples du Ghana, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, de l'Algérie, la Mauritanie, etc., peuvent servir de repère. Toutefois, les cas du Zimbabwe, du Soudan et dans une moindre mesure de l'Angola, appellent non seulement à la prudence, mais exige une réflexion préalable approfondie avant tout engagement.
- 60 Dans les conditions actuelles, la stratégie de création des monnaies nationales pourrait s'avérer risquée. En effet, une gestion monétaire autonome doit s'accompagner d'une rigueur encadrée par de bonnes institutions. Or, les indicateurs de gouvernance montrent que les PAZF ne sont pas encore encadrés par des institutions crédibles. Dans la zone CEMAC, en particulier, l'évolution des indicateurs de la gouvernance publiés par la Banque Mondiale (2018) montre que les pays de l'Afrique Centrale sont d'une manière générale mal classés¹⁷. Les principes fondamentaux d'un État de droit, bien que progressivement mis en place dans la plupart de ces pays, demeurent encore insuffisants. La rupture, dans ces conditions, peut plonger les économies dans une incertitude se traduisant par des déviations dans la gestion monétaire.¹⁸ La création des Banques Centrales indépendantes peut s'avérer difficile dans le contexte d'une construction démocratique inachevée.
- 61 De nombreux intellectuels et entrepreneurs politiques soutiennent la stratégie de rupture en utilisant un argumentaire fondé principalement sur un nationalisme débridé, se couvrant derrière le prétexte de souveraineté. La solution optimale n'est pas forcément la dénonciation des accords de coopération avec la France, mais davantage dans la recherche d'une coopération mutuellement bénéfique. Les PAZF ont besoin de tous leurs partenaires extérieurs, y compris la France, pour les accompagner dans le processus de développement.

4.2.2 Création des monnaies sous régionales

- 62 Rappelons encore une fois que la création des monnaies sous régionales devra se faire dans le cadre d'une stratégie concertée et mûrement préparée. Il ne devra pas s'agir de défier la puissance tutélaire en dénonçant les Accords monétaires de la zone Franc, bien que cette éventualité soit prévue dans les textes qui régissent ces Accords. Dans cette perspective, les deux zones pourraient se détacher de la puissance tutélaire de la France pour créer des unions monétaires autonomes ayant le contrôle de l'émission des billets et de la gestion des réserves de changes.
- 63 Ainsi, comme l'écrit Koukou (2008), *le cadre institutionnel actuel de la Zone Franc pourrait servir de repère dans l'élaboration des mécanismes de fonctionnement de la nouvelle zone*. De plus, ce scénario est évidemment en cohérence avec le projet de l'Union Africaine de créer une monnaie africaine à partir des monnaies régionales basées sur au moins cinq Communautés Économiques Régionales (CER). La Communauté Économique et de Développement des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹⁹ semble relativement bien avancée par rapport à la Communauté Économie des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Cette évolution différenciée ne pose pas de problèmes majeurs, car elle

constitue une marche vers la forme de “rupture responsable”. La création d’une monnaie pour chacune des deux sous-régions préparerait l’évolution vers une monnaie africaine. Sa réussite repose sur un minimum de coordination économique préalable notamment en matière de politiques budgétaires afin d’éviter les effets de débordements induits par la mise en œuvre des politiques budgétaires laxistes. L’expérience du Brexit est extrêmement riche en enseignement. Elle montre surtout l’ampleur des difficultés qu’une sortie non maîtrisée peut générer (Gnimassoun *et al.*, 2018).

5. Conclusion

- 64 Le débat sur la zone Franc est définitivement ouvert. Certains y voient une survivance désuète d’un passé colonial difficilement révolu et une zone symbolisant une absence de souveraineté monétaire. Ils la perçoivent comme une zone essentiellement conçue pour protéger les intérêts de la France en Afrique à travers l’instrument monétaire. En revanche, d’autres la considèrent comme un îlot de relative stabilité, où la prospérité est inégalement répartie entre les populations. Si, le fonctionnement de la zone Franc a permis de réaliser des performances appréciables sur quelques indicateurs, on ne peut toutefois s’empêcher de relever les contre-performances sur d’autres, en comparaison avec certains pays hors zone Franc.
- 65 La question qui demeure est celle de savoir comment procéder à la transformation des pratiques et des règles de cette expérience unique, en s’appuyant sur ses acquis pour en faire un instrument efficace de développement.²⁰ La réponse à cette question est progressivement donnée en partie par les réformes dont certaines sont déjà engagées par les différents Gouvernements et Banques Centrales africaines. Mais, même si on adoptait un régime des changes flexibles ou si on allait à l’autonomie monétaire, ces réformes ne sauraient seules y apporter une réponse efficace. La rupture n’est pas la solution miracle pour ces pays caractérisés par un déséquilibre entre les différents pôles institutionnels, où les cycles politiques sont source d’incertitudes et de fragilité macroéconomique.
- 66 Finalement, les politiques africains doivent adresser fortement le problème de la qualité de la gouvernance, qui constitue l’urgence pour la transformation structurelle sans laquelle son décollage sera encore retardé pour plusieurs années. Mais, bien adressée, elle contribuera significativement à l’amélioration de l’attractivité et la rentabilité des capitaux, tout en favorisant l’assimilation de la technologie et l’innovation, pour en fin de compte, booster l’offre des exportations des produits manufacturés vers les marchés mondiaux. Car, c’est peut-être là aussi, qu’il convient de situer le débat.

6. Annexe : Évolution des indicateurs de la gouvernance en zone CEMAC

Graphique A1. Cameroun

Graphique A2. Congo

Graphique A3. Gabon **Graphique A4. Guinée Équatoriale**

Graphique A5. République centrafricaine **Graphique A6. Tchad**

Source des graphiques : Les auteurs, à partir des données fournies par la Banque mondiale (2018).

BIBLIOGRAPHIE

- Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) (2007). Convention de Compte d'Opérations de la Banque des États de l'Afrique centrale.
- Banque Mondiale (2018). World Development Indicators (WGI). The World Bank Group.
- Bekolo-Ebe, Bruno (1986). Critique des fondements quantitativistes de la politique monétaire de la Zone franc. *Revue camerounaise de management*, N° . 4, pp. 35 – 46.
- Camara Yaya, Seidou (2015). Régimes de change et performances économiques en Afrique Sub-saharienne. Thèse de Doctorat, Université de Nice. Références de publication : Hal Id : tel-011359963, <https://tel-archives-ouvertes-fr/tel-011359963>, 369 pages.
- Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) (2017). Rapport définitif de surveillance multilatérale 2016 et perspectives 2017, 33^e édition, octobre.
- Coquet B, et Daniel J-M, (1992), « Quel avenir pour la zone Franc ? », *Revue de l'OFCE*, N° . 41, pp. 241-291.
- Devarajan, Shantayanan et Jaime de Melo (1987). "Adjustment with a Fixed Exchange Rate, Cameroon, Ivory Coast and Senegal". *The World Bank Economic Review*, vol. 1, N° . 31, May, pp. 447 – 487.
- Diarra, Mamadou (1972). Les États africains et la garantie monétaire de la France : où va l'argent des Français ? Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines (NEA), 76 pages.
- Gnimassoun, Blaise, Avom Désiré et Keneck Massil Joseph (2018). "Is regional integration in the CFA zone sustainable?" *Applied Economics*, Routledge Taylor and Francis Group, (en ligne, 14 juin 2018), 19 pages.
- Gosh, Atish, Anne-Marie Gulde, Ostry Jonathan et Holger Wolf (1996). "Does Exchange Rate Regime Matter for Inflation and Growth?" *FMI, Economic Issues*, N° . 2, 19 pages.
- Gueye Fam, Papa (2017). Marchés des matières premières agricoles et dynamiques des cours : un réexamen par la financiarisation. [https : tel.archives-ouvertes.fr/tel-01522748](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01522748).
- Guillaumont, Patrick et Sylviane Jeanneney Guillaumont (2013). Les accords de coopération monétaire de la zone Franc : atouts et contraintes. Document de travail de la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International, 65, février.
- Guillaumont, Sylviane Jeanneney et Patrick Guillaumont (2017). « La zone Franc en perspective », *Revue d'Économie du Développement*, N° . 2, vol. 25, pp. 5 – 40.
- Guillaumont, Sylviane Jeanneney (2013). Conduite de la politique monétaire en union monétaire : défis et perspectives : Cas de l'UMOA. Document de travail de la Fondation Internationale pour les Études et Recherches sur le Développement International (62).
- Hugon, Philippe (1999). La zone Franc à l'heure de l'euro. Paris, Éditions Karthala, 300 pages.
- Jacquemot, Pierre (2018). « Le vrai-faux procès de la zone Franc », *Revue Internationale et Stratégique*, vol. 1, N° . 109, pp. 48 – 58.
- Kako, Nubukpo (2016). Le Franc CFA et le financement de l'émergence en Zone Franc, dans Nubukpo Kako *et al.*, (sous la direction de). *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le Franc CFA ?* Paris, Éditions La Dispute.

- Koukoku, Dominique (2008). *Monnaie africaine – La question de la zone Franc en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 346 pages.
- Ndongo, Samba Sylla (2016). *Émerger avec le Franc CFA ou émerger du Franc CFA ?* Dans Nubukpo Kako *et al.*, (sous la direction de). *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le Franc CFA ?* Paris, Éditions La Dispute.
- Monga, Célestin et Jean-Claude Tchatchouang (1996). *Sortir du piège monétaire*, Économisa, Paris, 233 pages.
- Mundell, Robert (1961). "A Theory of Optimum Currency Areas", *The American Economic Review*, vol. 51, N° 4, sept. pp. 657-665.
- Osendé, Afana (1966). *L'économie de l'Ouest-africain : perspectives de développement*, Maspero, Paris, 197 pages.
- Quirk, Peter J. (1996). "Exchange Rate Regimes as Inflation Anchor". *Finance et développement*, FMI, pp. 42 – 45.
- Programme des nations unies pour le développement (2016), *Rapport sur le développement humain*.
- Strauss-Kahn, Dominique (2018). *Le Franc CFA vu par Dominique Strauss-Kahn*. Interview à Financial AfriK réalisée par Nephthall Mensah Ledy.
- Tchundjang, Pouemi Joseph (1980). *Monnaie, servitude et liberté, la répression monétaire de l'Afrique*. Paris, Éditions Jeune Afrique, 263 pages.
- Tinel, Bruno (2016). *Le fonctionnement et le rôle des Comptes d'Opérations entre la France et les pays africains*, dans Nubukpo Kako *et al.*, (sous la direction de). *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le Franc CFA ?* Paris, Editions La Dispute.
- Toulaboe, Dosse et Terry, Rory (2013). "Exchange Rate Regime: Does it Matter for Inflation?" *Journal of Applied Business and Economics*, vol. 14(1), pp. 56 – 71.

NOTES

1. Du Franc des Colonies Françaises d'Afrique au départ, on a muté vers le Franc de la Communauté Financière en Afrique pour l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest, ou la Coopération Financière en Afrique pour la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale.
2. Elle est composée des pays suivants : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République Centrafricaine, Tchad.
3. Elle est composée des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Mali, Niger, Sénégal, Togo.
4. La libre transférabilité des monnaies à l'intérieur de la zone, la convertibilité illimitée à une parité fixe des monnaies de la zone, une réglementation commune des changes, et la mise en commun des réserves de changes sont les principes fondateurs fixés dès 1939 (Coquet et Daniel, 1992).
5. Les modifications du Conseil d'administration, l'africanisation de la direction des Banques Centrales, la dévaluation du Franc CFA.
6. Cette position doit toutefois être nuancée par la politique du "Zero lower bound" de la BCE. En effet, alors que la BCE cherche à relancer ses économies en baissant les taux, dans la zone CEMAC, par exemple, on les remonte pour éviter une forte érosion des réserves de changes.

7. Note N°. 2, disponible sur https://www.beac.int/wp-content/uploads/2018/05/LR_02_2017.pdf
8. Un ancien ministre des Finances de la France.
9. Les évolutions qui seront présentées dans la suite de l'article portent essentiellement sur les pays de la zone Franc continentale d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest.
10. Il faudrait cependant rester lucide dans la critique. En effet, les soldes créditeurs des Comptes d'Opérations, sans être négligeables, sont relativement modestes. Pour la zone CEMAC, par exemple, ce solde était de 1 156 milliards de FCFA environ en 2016.
11. De la FOURNIERE, « La zone Franc », P.U.F. Collection que sais-je, n° 868, Paris, 1971, p. 134.
12. Ce résultat tient, quelle que soit la mesure de l'inflation.
13. Sur la base des chiffres officiels Guillaumont et Guillaumont ont raison. En effet le PIB CEMAC et UEMOA ne se calculent pas par des moyennes arithmétiques. Cela reviendrait à accorder le même poids à tous les pays alors qu'on sait, par exemple, que le Cameroun détient un peu plus du tiers du PIB de la zone CEMAC.
14. Il convient toutefois de relever que le concept « Autonomie monétaire » implique que la politique monétaire (par exemple le taux directeur) n'est pas liée à la politique monétaire d'un autre pays (taux d'intérêt d'un autre pays). Dans le cas de la CEMAC et suivant le triangle d'incompatibilité de Mundell, on peut admettre une certaine autonomie de la politique monétaire de la BEAC qui est conférée par la faible mobilité des capitaux.
15. Cette transformation, à notre avis, est incontournable et même urgente au regard du sentiment anti-Français qui monte dangereusement en Afrique francophone et la résurgence des difficultés économiques et politiques qu'endurent plusieurs pays africains de la zone Franc.
16. N'oublions pas que les accords de coopération monétaire comportent une clause de dénonciation qu'un pays a le droit d'actionner.
17. L'évolution des indicateurs de la gouvernance en zone CEMAC est présentée en annexe.
18. On se rappelle les conséquences socioéconomiques de l'hyperinflation que l'Allemagne a connue dans les années 1920, aujourd'hui le Zimbabwe et dans certains pays d'Amérique du Sud, notamment le Venezuela.
19. Cette sous-région se propose de créer une monnaie communautaire à l'horizon 2020.
20. On peut comprendre le sentiment national ou panafricaniste qui anime certains Africains. Mais nous restons convaincus que l'Afrique a encore besoin de plusieurs chats capables de "l'aider" à attraper les souris, que ces chats soient Français, Chinois, Turcs, etc.

RÉSUMÉS

La Zone Franc est une expérience de coopération monétaire entre la France et 15 de ses anciennes colonies d'Afrique au sud du Sahara, qui subsiste depuis plus de 70 ans. Elle est, de manière récurrente depuis quelques années, l'objet d'un débat qui dépasse désormais les cercles restreints des Universités et du politique. Le débat y relatif intéresse de nos jours la société civile. Après avoir brièvement rappelé ses mécanismes de fonctionnement et s'appuyant sur un bilan comparatif succinct à partir de quelques indicateurs, l'article présente et surtout analyse les options d'évolution future, mettant en exergue pour chacune, les avantages ainsi que les contraintes qui y sont associés. Nous admettons qu'il n'existe pas de régime de change parfait, et

que la qualité de la gouvernance demeure la garantie indispensable pour minimiser l'impact des chocs associés à chaque régime de change.

The Franc Zone is an experience of monetary cooperation between France and 15 of its former colonies in sub-Saharan Africa, which has been in existence for more than 70 years. Long remained closed and almost forbidden to all critics, this area is subject to a recurrent debate that now goes beyond the restricted circles of universities and politics to involve civil society. After having briefly recalled its mechanisms of operations and relying on a summary comparative analysis of some available indicators, the article presents and above all analyzes the options for future evolution, highlighting for each, the advantages as well as the constraints that are associated with it. We recognize that there is no perfect exchange rate regime, and that the quality of governance remains the essential guarantee to minimize the impact of the shocks associated with each exchange rate regime.

INDEX

Keywords : franc zone, stability, balance-sheet, governance

Mots-clés : zone Franc, stabilité, bilan, gouvernance

AUTEURS

DÉSIRÉ AVOM

Professeur, Doyen de la FSEG, CERME-LAREA, Université de Dschang, Cameroun,
davom99@gmail.com

ISSIDOR NOUMBA

Maître de Conférences, Enseignant-chercheur, FSEG, Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun,
tonfeu_yombi2009@yahoo.com